

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** 98 (1953)  
**Heft:** 6

**Artikel:** Les guerres de coalition  
**Autor:** Delage, Edmond  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-342533>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 01.04.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

ni le proposer. En énumérant les difficultés que rencontra l'unification de la Suisse et de son armée — idée suggérée par les propos de M. le Ministre Robert Schuman — nous n'avons eu en vue que de calmer l'impatience de ceux qui déplorent les lenteurs mises à réaliser les institutions internationales sur lesquelles ils comptent pour éviter le retour de guerres toujours plus dévastatrices.

Puisse l'armée européenne se former plus rapidement que la nôtre ! Et, comme elle, devenir un facteur d'union dans un monde qui n'est pas encore parvenu à démentir l'adage antique : *si vis pacem...*

Colonel LÉDERREY

---

## Les guerres de coalition

---

L'organisation militaire des nations occidentales met au premier plan la question des guerres de coalition. Elle a fait l'objet des réflexions du général Carpentier, qui fut, avant d'être commandant en chef des troupes du Maroc, chef d'état-major du général Juin pendant la campagne d'Italie<sup>1</sup>. Elle est un des thèmes fondamentaux de la *Croisière en Europe* de Dwight D. Eisenhower<sup>2</sup>. « J'admire moins Napoléon depuis que je sais ce qu'est une guerre de coalition. » Cette boutade, prêtée à Foch, traduit bien la difficulté du problème : diriger souvent des forces disparates mises temporairement sous un commandement unifié pour vaincre un ennemi commun. De même que le général Carpentier expose les conclusions que

---

<sup>1</sup> *Guerres de coalition. La campagne d'Italie.* (Ed. Berger-Levrault.)

<sup>2</sup> Lire également l'ouvrage monumental d'Eddy Bauer, recteur de l'université de Neuchâtel : *La Guerre des blindés. Les Opérations de la seconde guerre mondiale sur les fronts d'Europe et d'Afrique.* (Payot, éd.)

lui inspire la campagne d'Italie, Eisenhower avait, avant d'assumer le commandement interallié, à la demande de Marshall, organisateur de la victoire mondiale, longuement médité sur cette énigme. Il rappelle comment, lorsqu'il servait sous les ordres du major général F. Conner, qu'il considère comme son maître intellectuel celui-ci l'entretenait souvent du commandement allié. « Nous ne pouvons, lui répétait-il, échapper à une autre guerre. Lorsque nous la ferons, nous devons la faire avec des alliés. Il faudra élaborer des systèmes de commandement unique. Nous ne devons pas accepter le principe de « coordination » aux exigences duquel dut se plier le travail de Foch. Nous devons mettre l'accent sur la responsabilité individuelle et unique. Les chefs devront apprendre à surmonter les considérations nationalistes dans la conduite de leurs campagnes. L'homme qui peut réaliser cela, c'est Marshall. Il confine au génie... Dès 1928, Eisenhower chargé des tâches « confidentielles » pour le compte du chef d'état-major général, préparait à son intention des solutions aux problèmes que devait poser une lutte universelle : rôle des forces aériennes et navales, motorisation, interdépendance de l'activité militaire et du potentiel industriel. Au cours de la guerre, la section des plans militaires de l'état-major américain eut à étudier toute la carte du monde : dans le Pacifique par exemple, la ligne de défense aérienne destinée à barrer l'avance nipponne vers l'Australie passait par l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les îles Fidji, Hawaï. Des marins anglais, australiens, américains, hollandais, luttèrent et succombèrent fraternellement sous le commandement de l'amiral hollandais K. Doorman, dans la mer de Java. L'Américain Mac Arthur allait mener la contre-offensive des Anglo-Saxons à travers le Pacifique en s'appuyant sur l'Australie britannique. Pour protéger le Moyen-Orient et les Indes contre une poussée germano-nipponne éventuelle, les Américains créèrent une grande voie aérienne qui passa par l'Afrique française et l'Afrique centrale anglaise. Quand, à la fin de décembre 1942, W. Chur-

chill vint à Washington, des décisions capitales y furent prises. La première organisa un système viable permettant aux chefs d'état-major américains et britanniques de travailler en équipe. Chacun des chefs d'état-major britanniques désigna un représentant pour opérer à Washington. On fixa l'objectif premier des offensives alliées : l'Europe préférée au Japon pour sauver la Russie. Après avoir soumis à Marshall un projet de « directive pour le général commandant le théâtre d'opérations en Europe », Eisenhower fut immédiatement désigné pour ce poste, à Londres même.

On sait comment l'opération *Torch* — l'invasion de l'Afrique du Nord — fut effectuée par les deux alliés anglo-saxons sous un commandement suprême américain. Eisenhower déclare que cette expédition, qui pour la première fois dans l'histoire des Etats-Unis exigeait le transfert d'effectifs considérables à travers des milliers de kilomètres d'océan, fit tomber « la carapace de méfiance réciproque » des chefs américains et anglais. Il note aussi qu'un des grands résultats de cette campagne d'Afrique fut de renforcer l'unité des alliés, de « contribuer au perfectionnement d'une équipe de chefs qui témoignaient sans cesse de plus d'optimisme et d'une réelle amitié réciproque ».

Cette amitié, cette intimité dans le travail de direction, furent parfois mises à rude épreuve. Le but de la coalition, remarque le général Carpentier, est fixé facilement. Mais c'est alors que les difficultés commencent quand il s'agit de délimiter les zones d'opérations, de préciser la coopération de chacun des alliés. « Le choix des zones d'opération n'est pas strictement basé sur des considérations d'ordre militaire. Il est même beaucoup plus dépendant d'arrière-pensées politiques et économiques. Il s'agit pour chacun des gouvernements alliés d'avoir entre les mains, à la cessation des hostilités, une carte de guerre satisfaisante, un atout de choix qui pèsera dans la balance à l'heure du règlement des comptes. » Et c'est précisément la divergence des idées et des intérêts poli-

tiques qui rend parfois si malaisée l'application d'une stratégie de coalition. Quand les chefs américains, Marshall et Eisenhower — ce dernier proclamé à la veille de Noël 1943 par Roosevelt « commandant suprême des forces expéditionnaires alliées », — firent admettre l'opération *Overlord*, dont l'essentiel consistait en un envahissement massif de l'Europe par la Manche, Eisenhower se jura de rester fidèle à son principe fondamental. « L'unité, la coordination, la coopération, sont les clés du succès militaire. On fait la guerre dans les trois éléments. Il n'y a pas de séparation entre guerres terrestre, aérienne, navale. » Ce dogme, en apparence si simple, ne fut pas aisé à pratiquer. Le général Carpentier rappelle qu'en 1947, étant de passage à Marrakech, il exprima le désir d'y saluer M. Churchill, qui y séjournait. L'ex-Premier britannique le reçut avec la plus grande cordialité, le ruban de la médaille militaire décernée par le sergent de réserve Paul Ramadier épinglé à la boutonnière. La conversation s'engagea sur la campagne d'Italie, et le général eut l'étonnement d'entendre M. Churchill lui dire : « Si après la prise de Rome, les armées alliées avaient poussé avec la même vigueur, c'était l'Italie du Nord libérée, le Brenner forcé, et les alliés occidentaux entraient seuls à Vienne. » C'était la thèse qu'avait soutenue le commandant en chef du corps expéditionnaire français en Italie, le général Juin. Nous l'avons entendu l'exposer et dans le privé et dans deux conférences faites devant les grandes associations France-Grande-Bretagne et France-Amérique. La même théorie a été présentée avec beaucoup de talent par M. André Garteiser, dans le numéro de mai de la revue *le Monde français*. Le général Carpentier rappelle que M. Churchill, répondant aux demandes pressantes des généraux Maitland-Wilson et Alexander, d'accord avec le général Juin pour pousser vigoureusement leur offensive italienne, leur avait répondu : « Nous sommes engagés avec Staline pour l'ouverture d'un deuxième front dans le sud de la France. » Le Premier britannique s'inclinait — contre sa conviction

profonde, exprimée depuis — devant la nécessité supérieure d'une coopération politico-stratégique avec les Russes, adoptée à la conférence de Téhéran de novembre 1943.

Il semble d'ailleurs que le front italien ne plaisait pas au commandement suprême interallié. Dès novembre 1943, quand il avait élaboré le plan *Overlord*, il envisageait, outre l'attaque amphibie de Normandie, la pénétration jusqu'au cœur de l'Allemagne, où seraient détruites les forces armées de l'adversaire. Les Russes n'avaient, eux, qu'une idée, une véritable hantise : empêcher les Anglo-Saxons d'intervenir dans les Balkans. Le haut commandement américain, déjà indisposé par le débarquement de Salerne, qui avait failli tourner à la catastrophe, considérait comme très difficiles et fort longs la remontée de la Péninsule, le franchissement de l'Apennin de Toscane.

Et pourtant en juin 1944, grâce en grande partie à la brillante attaque française sur le Garigliano, qui avait, le 11 mai, rompu le front allemand, l'offensive italienne avait réussi : les armées de Kesselring étaient rejetées au-delà de Rome. Au 1<sup>er</sup> juillet celui-ci ne disposait que de vingt-deux divisions affaiblies — une cinquantaine de milliers d'hommes — dispersées sur un front de 300 kilomètres. En face de lui le groupe interallié d'Alexander, qui pouvait être renforcé de la VII<sup>e</sup> armée de l'Américain Patch en Sicile et des trois divisions françaises d'Afrique du Nord, aurait pu grouper trente-cinq belles divisions pourvues d'un matériel puissant, dont dix au moins étaient entraînées à la guerre de montagne. Alexander aurait pu rapidement attaquer la ligne Brenner-Trieste. Cette offensive aurait pu déboucher en Autriche ou entrer en Yougoslavie. Elle aurait obligé les Allemands à concentrer contre elles des forces importantes que ni Eisenhower à l'Ouest ni Staline à l'Est n'auraient eu à assaillir. « C'est injustement sous-estimer l'état-major combiné, écrit A. Garteiser, que de supposer qu'il n'aurait pas pu monter très vite une opération qui au fond se résumait à ne pas arrêter ce qui

marchait bien. » Il semble en réalité — Eisenhower est très discret sur ce point — que la stratégie ait été ici entravée par la politique. Tel est trop souvent son sort dans les guerres de coalition.

EDMOND DELAGE

---

## BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

---

**Les « Papiers » du colonel Aubert. 1813-1888.** *Souvenirs civils. Souvenirs militaires. Lettres des princes d'Orléans* — publiés par Théodore Aubert, Genève. — Alex. Jullien, éditeur, 1953.

Si intéressants que soient les souvenirs civils et les lettres des princes d'Orléans contenus dans le volume consacré par M. Th. Aubert à son grand-père, nous nous bornerons à les signaler. La R.M.S. se doit en revanche de souligner l'importante contribution qu'apporte cet ouvrage à l'histoire du développement de nos institutions militaires.

L'Acte de médiation...

L'Acte de médiation avait, en 1803, marqué la création d'un modeste corps fédéral formé de contingents cantonaux. Longtemps, la souveraineté laissée aux cantons fut un obstacle à l'organisation d'une véritable armée suisse. Il fallut — que les partisans d'une force européenne ne se découragent pas! — trois-quarts de siècle pour en arriver là.

Ce pénible enfantement, Louis Aubert, né à Turin en 1813 et devenu sous-lieutenant de sapeurs genevois en 1837, l'a partiellement vécu. Nos lecteurs pourront s'en rendre compte par les étapes de la carrière de cet officier de grand mérite, démissionnaire à la fin de 1876 et mort en 1888.

Appelé par le colonel Dufour à l'Ecole centrale de Thoune, Aubert y débute comme lieutenant et instructeur en 1839. Trois ans plus tard, il est capitaine. Lors de la campagne du Sonderbund, pour avoir refusé d'y participer, le major Aubert est radié de l'E.-M.G. Réintégré en 1854, avec le grade de lieutenant-colonel, c'est à lui que l'on confiera la fortification de la frontière nord, vers Eglisau et Schaffhouse, lorsque celle-ci sera menacée par le roi de Prusse (affaire de Neuchâtel en 1856-1857).

Ce n'est toutefois pas cette activité qui a popularisé le nom et l'image du colonel fédéral Aubert, ni sa qualité d'inspecteur du génie. Son renom, il le doit au rassemblement de troupes de 1861, dans la région du Gothard. Ces premières manœuvres en montagne